

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/77
24 janvier 2001

(01-0359)

Organe d'examen des politiques commerciales
4 et 6 décembre 2000

EXAMEN CONJOINT DES POLITIQUES COMMERCIALES

SUISSE ET LIECHTENSTEIN

Compte rendu de la réunion

Président: S.E. Dr. Iftekhar Ahmed Chowdhury (Bangladesh)

	<i>Page</i>
I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA SUISSE	4
III. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU LIECHTENSTEIN	11
IV. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR.....	14
V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES.....	17
VI. RÉPONSES DES REPRÉSENTANTS DE LA SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN ET COMMENTAIRES ADDITIONNELS	23
VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT	27

Note: Les questions écrites posées à l'avance et les réponses écrites données par les délégations de la Suisse et du Liechtenstein, de même que les déclarations orales des représentants des deux pays, seront publiées sous la cote WT/TPR/M/77/Add.1.

I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT

1. L'examen conjoint de la politique commerciale de la Suisse (troisième examen) et du Liechtenstein (premier examen) a eu lieu les 4 et 6 décembre 2000. Le Président, M. Iftekhar Ahmed Chowdhury (Bangladesh), a souhaité la bienvenue aux délégations de la Suisse, conduite par l'Ambassadeur Luzius Wasescha, et du Liechtenstein, conduite par l'Ambassadeur Norbert Frick. Il a présenté le présentateur, M. Milan Hovorka (République tchèque), et a rappelé aux Membres que celui-ci interviendrait à titre personnel et non en qualité de représentant de son pays. Conformément aux procédures, le présentateur avait communiqué à l'avance une esquisse des principales questions qu'il avait l'intention de soulever.

2. Le Président a rappelé les objectifs des examens de politique commerciale et les principaux éléments du règlement de la réunion. Le rapport du gouvernement suisse a été publié sous la cote WT/TPR/G/77/CHE et celui du gouvernement du Liechtenstein sous la cote WT/TPR/G/77/LIE; le rapport du Secrétariat de l'OMC a été publié sous la cote WT/TPR/S/77 et le résumé des principales questions que le présentateur avait l'intention de soulever a été publié sous la cote WT/TPR/D/56. Les questions écrites communiquées à l'avance par un certain nombre de Membres (Uruguay; Argentine; Canada; Union européenne; Chili; Hong Kong, Chine; Australie; Norvège; Thaïlande; Japon; États-Unis; et Inde) avaient été transmises aux délégations de la Suisse et du Liechtenstein (Annexe I du document WT/TPR/M/77/Add.1).

II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA SUISSE

3. Le représentant de la Suisse a rappelé que le Liechtenstein faisait partie intégrante du territoire douanier suisse depuis 1923, les deux pays ayant institué une union douanière, et employait le franc suisse comme monnaie nationale depuis 1924. Au fil des ans, les deux pays avaient conclu de nombreux arrangements conduisant à une intégration économique très poussée. À l'OMC, la Suisse représentait le Liechtenstein pour toutes les questions concernant la circulation des marchandises; pour ce qui est des services, des marchés publics et de la propriété intellectuelle (hormis dans le cas des brevets), les deux pays défendaient chacun leurs propres intérêts.

4. Au moment du précédent examen de sa politique commerciale, en 1996, la Suisse avait décrit le processus d'adoption des lois nécessaires pour s'acquitter des obligations résultant pour elle des Accords de l'OMC, ainsi que son programme de libéralisation du marché intérieur.

5. La croissance de l'économie suisse est assez faible depuis plus de cinq ans, mais il y a eu une nette amélioration au cours des quatre dernières années. La reprise, qui a démarré en 1997, a été temporairement interrompue par la crise asiatique. Toutefois, grâce au dynamisme généralisé de l'économie mondiale et à une situation intérieure toujours assez saine, le taux de croissance a de nouveau augmenté l'année suivante et, en 2000, la Suisse a enregistré une croissance de 3,3 pour cent, soit le taux le plus élevé depuis dix ans. Le marché de l'emploi a répondu sans retard à l'amélioration des perspectives de la production (le taux de chômage était de 1,7 pour cent en décembre 2000). Le rythme de l'activité économique restait très soutenu et on observait des signes avant-coureurs de tensions sur le marché du travail, notamment pour le recrutement de spécialistes. Néanmoins, les perspectives du secteur industriel étaient bonnes et ne seraient guère affectées par la hausse du prix du pétrole, du fait qu'il en consommait de moins en moins.

6. L'excédent des opérations courantes de la Suisse, en nette hausse, témoignait de la solidité de sa situation économique sur le plan international. Ces dernières années, plus de 80 pour cent de cet excédent étaient imputables au revenu des capitaux et en particulier des investissements directs à l'étranger.

7. Les organisations internationales étaient généralement d'avis que la période actuelle d'expansion pourrait déboucher sur une croissance soutenue et durable. Les éléments encourageants étaient notamment les suivants: un environnement macro-économique très sain, avec des prix très stables et une amélioration progressive des finances publiques qui semblait devoir perdurer grâce à de nouvelles dispositions constitutionnelles; les réformes structurelles conduites, essentiellement par les entreprises, au cours de la dernière décennie; la très grande souplesse traditionnelle du marché du travail, encore renforcée par des réformes du système de formation; et enfin, le retour au plein emploi. L'application des accords bilatéraux conclus avec l'UE devrait se traduire par une poursuite de l'ouverture du marché intérieur, de l'augmentation de la flexibilité et de l'efficacité et des progrès de la compétitivité internationale de l'économie suisse.

8. La Suisse devrait donc être à l'avenir dans une situation meilleure que jamais depuis dix ans pour exploiter son potentiel économique et tirer parti des possibilités de croissance qu'offrent les nouvelles technologies et la mondialisation, même s'il ne faut pas sous-estimer les risques.

9. La Suisse attache une très grande importance à l'OMC car le commerce extérieur et l'investissement international jouent un rôle essentiel dans son économie et dans la formulation de sa politique économique.

10. En 1999, l'industrie manufacturière représentait 17,4 pour cent et le secteur des services 69,5 pour cent du PNB. La Suisse s'était renforcée dans des secteurs essentiels de l'industrie de haute technologie, de la finance et de l'assurance. Les exportations et les importations de biens et de

services représentaient une part considérable du PNB (41,1 et 36,9 pour cent respectivement). De nombreuses entreprises exportaient plus de 90 pour cent de leur production. Avec les progrès de la mondialisation et de l'ouverture des marchés des pays voisins d'Europe centrale et orientale, les entreprises suisses avaient pu acheter des matières premières et des biens intermédiaires aux meilleures conditions, et concentrer leurs activités en Suisse sur les opérations très techniques, à forte valeur ajoutée. L'importation a été facilitée par le fait que les procédures douanières sont très rapides et efficaces et que la moyenne des droits de douane sur les produits manufacturés n'est que de 2,3 pour cent. La Suisse n'a pas l'habitude de recourir à des mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde, et n'a jamais contingenté les importations de textiles et de vêtements. Dans le secteur industriel, le marché suisse est très ouvert et la Suisse s'efforce d'améliorer l'accès de ses produits aux marchés étrangers.

11. L'ouverture de l'économie suisse crée un cercle vertueux: la Suisse importe les marchandises dont elle a besoin aux meilleures conditions du marché mondial et doit continuer de réaliser des gains de productivité et de compétitivité importants pour préserver et accroître sa part du marché mondial. Toutes les entreprises suisses sont exposées à la concurrence étrangère. L'État ne verse aucune subvention sauf pour les produits agricoles transformés qui sont avantagés par un système fondé sur le maintien d'un écart de prix entre les produits bruts d'origine nationale et ceux d'origine étrangère. La grande restructuration de l'industrie textile des années 90, qui a entraîné une réduction des effectifs d'environ 40 pour cent, s'est faite sans aucune intervention de l'État, qu'il s'agisse de politique commerciale ou de mesures de soutien spéciales. Seules les entreprises implantées dans des régions ayant de graves difficultés ont pu obtenir des aides publiques.

12. En raison de l'étroitesse du marché intérieur, plusieurs secteurs économiques-clés, dans l'industrie ainsi que dans la banque et l'assurance, avaient dû chercher des possibilités d'expansion à l'étranger. Les effets de cette expansion internationale sur l'économie de la Suisse n'étaient pas négligeables, mais les activités de recherche et de production, les opérations demandant des compétences spécialisées et les centres de décision restaient en Suisse.

13. Dans ce cadre international, les autorités suisses appliquaient une politique visant à préserver la croissance et à améliorer continuellement un cadre propice à l'essor d'une industrie et de services très performants. L'idée maîtresse a été de mettre en place les conditions nécessaires pour une économie novatrice, compétitive et créatrice d'emplois, ayant une dimension à la fois nationale et internationale, et de favoriser un développement durable. Outre la stabilité macro-économique, les principaux objectifs de la politique économique peuvent se résumer en cinq points:

- renforcer la compétitivité de l'industrie et du secteur tertiaire, en mettant l'accent sur l'ouverture des marchés et la liberté des prix, facteurs de gains de productivité durables;
- accroître la valeur ajoutée en améliorant les conditions-cadres pour favoriser la création et le développement des entreprises, en préservant la flexibilité du marché du travail, en cherchant à donner à la Suisse un rôle central dans l'investissement et la production et en développant la compétitivité des régions;
- renforcer la formation professionnelle et la recherche par différentes réformes et par la création de nouvelles écoles spécialisées intégrées dans le réseau universitaire;
- continuer de privilégier la paix sociale, en garantissant aux chômeurs un revenu de substitution suffisant, en offrant une protection sociale aux personnes victimes des mutations de l'économie et de la technologie et en facilitant le dialogue social;

- contribuer au bon fonctionnement du marché mondial et élargir et renforcer le système commercial multilatéral et les relations économiques internationales du pays.

14. L'application de plusieurs des Accords de l'OMC avait beaucoup facilité le processus de libéralisation, qui faisait partie intégrante du programme législatif du gouvernement, et lui avait donné une dimension internationale.

15. Dans de nombreux secteurs (machines, équipements électriques, instruments médicaux, produits pharmaceutiques, équipements de télécommunications, véhicules automobiles et tracteurs), la Suisse avait adapté ses normes à celles de ses principaux partenaires commerciaux et en particulier l'UE. Des projets d'harmonisation étaient en cours dans d'autres secteurs (produits chimiques, construction et diagnostic *in vitro*). Entre 1996 et 2000, la proportion des normes suisses conformes à des normes internationales était passée de 65 à 87 pour cent. Ce progrès témoignait de la volonté de la Suisse de respecter l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. Il aidait à renforcer la concurrence sur le marché intérieur puisqu'il facilitait l'accès des produits étrangers.

16. La Suisse avait signé l'Accord de l'OMC sur les télécommunications de base. La libéralisation du marché des télécommunications avait commencé le 1^{er} janvier 1998, sur la base de la Loi du 30 avril 1997 sur les télécommunications. Les réformes menées dans ce sous-secteur avaient eu un impact positif sur les prix et l'offre des services de télécommunications.

17. La mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) avait sensiblement intensifié la libéralisation de l'économie suisse. À l'échelon fédéral, l'ouverture du marché concernait aussi les services et la construction; en outre, les autorités avaient institué un droit de recours et créé une commission indépendante. À l'échelon cantonal, l'ouverture des marchés aux entreprises d'un grand nombre de partenaires signataires de l'AMP avait beaucoup contribué à la libéralisation dans tous les cantons; les 26 cantons avaient signé un concordat prévoyant des seuils souvent inférieurs à ceux de l'AMP. En outre, chaque canton avait créé un organe de recours. Il n'était pas encore possible d'évaluer l'impact économique de l'ouverture des marchés, mais on avait constaté dans de nombreuses régions une intensification de la concurrence dans le secteur de la construction. L'AMP avait servi de base pour l'accord bilatéral conclu avec l'UE. Un rapport à ce sujet serait disponible le 15 décembre 2000.

18. En juin 1996, un nouvel article constitutionnel (article 104) relatif à l'agriculture avait été adopté par 77 pour cent du peuple et tous les cantons. Cet article mettait en place le cadre institutionnel nécessaire pour la réforme de l'agriculture et de la politique agricole. Il décrivait les nombreuses tâches de l'agriculture (multifonctionnalité) dans le domaine des biens publics et précisait que ces tâches devaient être accomplies au moyen d'une production à la fois durable et orientée vers le marché.

19. Les objectifs de la politique agricole étaient définis par cet article constitutionnel et par la Loi fédérale du 28 avril 1998 sur l'agriculture. Ces objectifs étaient les suivants: i) une agriculture durable et compétitive doit garder sa place dans la société suisse, dans laquelle l'industrie et les services prédominent; ii) l'agriculture doit être en mesure d'offrir à des prix compétitifs, sur le marché national et international, des biens et services répondant à une demande; et iii) l'agriculture doit employer les ressources de façon durable, afin de contribuer à la préservation de la biodiversité, à l'entretien du paysage et au développement des zones rurales.

20. Les stratégies prévues pour atteindre ces objectifs consistaient d'une part à découpler la politique des revenus de la politique des prix et d'autre part à verser des subventions en échange de services d'intérêt public ou environnemental:

- la production de denrées et de matières premières renouvelables est en principe réglée par le marché. Par conséquent, les rares mesures de soutien conservées sont conçues de façon à fausser le moins possible les mécanismes du marché. En outre, l'influence de l'État sur les marchés a considérablement diminué;
- l'État rémunère directement des services pour lesquels il n'y a pas de marché, tels que l'entretien du paysage et la conservation des ressources naturelles. En outre, il rémunère certains services répondant à une demande de la société en ce qui concerne la protection de l'environnement et des animaux. Les paiements ne sont pas liés à la production.

21. La "Politique agricole 2002" était conçue pour traduire dans les faits les dispositions de l'article constitutionnel et pour mettre en œuvre la stratégie définie par le gouvernement et atteindre ses objectifs. Les éléments de cette stratégie étaient les suivants:

- libre formation des prix: les prix garantis, les prix indicatifs et les prix d'intervention ont été supprimés et la protection à la frontière se limite aux engagements conclus, conformément aux règles de l'OMC et aux accords de libre-échange;
- mesures d'intervention sur les marchés: à part la protection à la frontière, il subsiste une poignée de mesures de soutien des marchés, mais l'État ne joue plus de rôle direct. La Confédération verse des subventions forfaitaires en échange de certains services liés à la production de viande et de sucre;
- obligation de réduire les dépenses de soutien: dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'agriculture, le montant total des dépenses de soutien du marché devait diminuer d'un tiers par rapport à 1998 (passant de 1,2 milliard à 0,8 milliard de francs suisses);
- paiements directs subordonnés à des critères environnementaux: les paiements directs découplés de la production et répondant aux critères de la catégorie verte de l'OMC ne sont versés qu'en échange de certains services environnementaux; et
- stabilisation des dépenses de la Confédération: l'enveloppe financière du soutien à l'agriculture a été fixée pour 2000 à 2003, sans augmentation prévue.

22. L'abandon, en 1999, d'une politique de prix garantis et de commercialisation, au profit de la libre formation des prix, s'était fait sans difficulté macro-économique majeure. L'agriculture et les secteurs d'amont et d'aval traversaient une période d'adaptation, caractérisée par la spécialisation et la diversification, ainsi que par des fusions (notamment sur le marché des produits laitiers) et de nouvelles formes de coopération entre agriculteurs. La nouvelle stratégie environnementale avait été couronnée de succès.

23. Les réformes entreprises dans les années 90 avaient entraîné une profonde mutation de l'agriculture. Malgré l'ouverture des frontières, l'agriculture suisse avait réussi à préserver sa part de marché et était devenue plus compétitive. En 1999, 95 pour cent des terres agricoles utilisables étaient exploitées avec des méthodes de production respectueuses de l'environnement, contre seulement 18 pour cent en 1993 (premier rapport sur l'agriculture de l'Office fédéral de l'agriculture). Toutefois, la tâche n'était pas terminée. Sur le plan politique et psychologique, tout processus de réforme est exposé à des revers.

24. La Suisse avait joué un rôle important dans les travaux concernant l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Elle avait un des systèmes de protection

les plus perfectionnés du monde. Elle était en train d'adapter aux nouvelles technologies ses lois sur les brevets, le droit d'auteur et les dessins et modèles industriels. Sur le plan international, elle s'efforçait de promouvoir la protection des indications géographiques pour les produits industriels et agricoles et pour les services.

25. La nouvelle Loi sur les cartels et autres restrictions à la concurrence était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1996. La Commission de la concurrence s'était concentrée sur la lutte contre les ententes injustifiables (accords horizontaux sur les prix ou les quantités et répartition du marché). Elle avait notamment interdit les ententes dans le domaine des vitamines et des produits médicaux, les accords concernant la distribution de livres et de partitions musicales et un certain nombre de pratiques illégales d'entreprises ayant une position dominante sur le marché, notamment dans des secteurs en cours de libéralisation comme ceux des télécommunications ou de l'énergie. Le nombre de fusions notifiées avait augmenté; dans certains cas, un examen approfondi s'était révélé nécessaire, mais aucune fusion n'avait été interdite. Par ailleurs, la Commission avait formulé à l'intention des autorités plusieurs recommandations et conseils à propos de l'adoption ou de la modification de lois concernant la santé, l'agriculture et l'énergie. En général, ces recommandations et conseils visaient les marchés sur lesquels il était souhaitable d'accroître la concurrence.

26. Un processus de révision partielle de la loi, consistant essentiellement à introduire des sanctions directes, était en cours. En effet, pour le moment il était possible uniquement de dire que la loi avait été violée mais on ne pouvait infliger de sanctions administratives et/ou pénales qu'en cas de récidive. Il fallait modifier la loi à la fois pour renforcer les pouvoirs des autorités en matière de concurrence et pour accroître son effet dissuasif.

27. De nombreuses affaires de concurrence, qu'il s'agisse de restrictions, d'ententes ou de contrôle des fusions, avaient une dimension internationale et concernaient plusieurs pays. Une approche plus globale dans le cadre de l'OMC serait souhaitable afin de réprimer les pratiques anticoncurrentielles qui limitaient la contestabilité des marchés. La Suisse était donc favorable à l'adoption d'un accord multilatéral sur la concurrence.

28. La Suisse jouait aussi un rôle très actif dans le Groupe de travail sur le commerce et l'investissement créé par la Conférence ministérielle de Singapour de 1996. Étant un des premiers investisseurs internationaux du monde, elle était consciente du fait qu'il y avait des liens très étroits entre commerce et investissement. Au 31 décembre 2000, elle avait conclu 96 accords bilatéraux sur la promotion et la protection mutuelles de l'investissement. Elle était très favorable à la multilatéralisation des nombreux accords en vigueur dans le monde, sous la forme d'un accord sur l'investissement conclu sous l'égide de l'OMC, ce qui serait un moyen d'accroître la transparence et l'efficacité et de réduire les incertitudes juridiques.

29. La Suisse considérait la protection de l'environnement, non seulement national mais aussi mondial, comme essentielle. Elle jouait donc un rôle très actif dans les négociations relatives aux accords environnementaux internationaux, dont plusieurs comprenaient des mesures ayant des effets sur le commerce. Elle pensait que l'adoption de telles mesures par le biais d'instruments multilatéraux était la meilleure façon de garantir que ces mesures soient vraiment nécessaires pour la protection de l'environnement, ne soient ni arbitraires ni discriminatoires et ne constituent pas des restrictions déguisées au commerce international. Afin d'éviter les conflits inutiles, elle jugeait indispensable de préciser les liens entre les accords de l'OMC et les accords environnementaux (propositions présentées par la Suisse dans les documents de l'OMC WT/CTE/W/139 et WT/CTE/W/168).

30. La Suisse considérait que l'Organisation internationale du Travail devait avoir un rôle-clé, confirmé par le Sommet du développement social tenu à Copenhague en 1995 et la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour en 1996. Elle souscrivait aux conclusions de la Déclaration de 1998 relative aux droits et principes fondamentaux au travail. Elle avait aussi appuyé la

Convention de 1999 sur les pires formes de travail des enfants, laquelle visait à éliminer l'esclavage et le travail forcé des enfants, l'utilisation d'enfants pour la prostitution et le trafic de drogue ou d'autres activités illégales, le travail dangereux et la conscription forcée d'enfants dans le cadre de conflits armés. Elle attachait une grande importance au travail des institutions spécialisées relatif aux normes sociales et jugeait essentiel que tous les pays ratifient leurs conventions. Il n'y avait pas de lien entre le commerce international et les normes sociales, et l'application de normes équitables devait rester du ressort des organisations spécialisées. Néanmoins, le gouvernement suisse avait jugé judicieux d'informer ses partenaires de l'OMC de la ratification et de l'application de ces instruments sur le plan intérieur (paragraphe 23 du rapport du gouvernement).

31. La Suisse avait sensiblement renforcé ses relations d'intégration économique avec son principal partenaire, l'Union européenne (le libre-échange entre la Suisse et l'UE remontait à 1972) en concluant sept accords concernant différents sous-secteurs (marchés publics, libre circulation des personnes, transport routier, transport aérien, normes techniques, agriculture et recherche). Ces accords étaient largement soutenus par les milieux d'affaires et les syndicats et avaient été approuvés par 67,2 pour cent des votants. Ils devraient entrer en vigueur en 2001 et amélioreraient l'accès de la Suisse au marché intérieur de l'UE. L'UE bénéficierait aussi d'un meilleur accès au marché suisse. Ces accords avaient été négociés dans le respect de l'esprit des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC.

32. L'adhésion à l'Union européenne était un des objectifs à long terme du gouvernement suisse. Toutefois, le processus de candidature ne pourrait être réactivé que lorsque l'appui politique interne indispensable serait suffisant. Entre-temps, la Suisse continuerait d'améliorer ses relations bilatérales avec l'UE au moyen d'accords répondant aux besoins liés à l'interdépendance croissante des deux partenaires.

33. Dans le cadre de l'AELE, des accords avaient été conclus avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Macédoine et, à la fin de novembre, le Mexique. Tous ces accords répondaient à l'objectif des pays membres de l'AELE d'offrir à leurs entreprises des conditions d'accès aux marchés similaires à celles dont bénéficiaient les entreprises de l'UE. Des négociations avaient été ouvertes avec la Croatie en octobre et avec le Chili en décembre 2000; les négociations avec le Canada, Chypre, l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie se poursuivaient et il était prévu d'en engager avec l'Afrique du Sud et Singapour. Ces accords complémentaires devaient appuyer la réalisation des objectifs visés par la Suisse dans le cadre de l'OMC.

34. La Suisse attachait une grande importance à l'intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral, notamment en matière d'accès aux marchés et de coopération commerciale. Depuis mars 1997, elle appliquait un nouveau schéma de préférences généralisées ayant pour objectif de faciliter l'importation de produits provenant des pays les moins avancés, des pays en développement et des pays en transition. Afin d'atténuer l'érosion des préférences tarifaires consécutive aux réductions des droits de douane décidées dans le Cycle d'Uruguay, elle avait élargi le champ des préférences dans le domaine agricole. Elle n'avait pas sensiblement amélioré ses préférences dans le secteur manufacturier car elle offrait déjà une réduction des droits de douane pour presque toutes les lignes tarifaires hormis celles concernant les textiles et vêtements, l'abattement étant de 50 pour cent pour les pays en développement et de 100 pour cent pour les pays les moins avancés. Plusieurs pays (Chypre; Hong Kong, Chine; Mexique; République de Corée; et Singapour) avaient atteint un niveau de développement entraînant l'exclusion du SGP, conformément aux critères précis fondés sur la définition de l'OCDE. Ces dernières années, la Chine et l'Inde étaient les pays qui avaient su le mieux tirer parti du schéma SGP de la Suisse.

35. En matière d'assistance technique, comme elle l'avait indiqué dans le rapport du gouvernement, la Suisse était active sur plusieurs fronts. En outre, elle était très favorable à un accroissement des crédits du budget ordinaire de l'OMC consacré à l'assistance technique. Compte

tenu de la complexité des Accords de l'OMC et de l'importance d'une application scrupuleuse de leurs dispositions, un élargissement et un approfondissement de l'actuel programme de coopération technique étaient justifiés.

36. Comme le gouvernement suisse l'avait fait observer dans son rapport, la Suisse était favorable au lancement d'un nouveau cycle de négociations d'une portée suffisamment large pour répondre aux attentes des 140 Membres de l'OMC. Dans l'intervalle, elle continuerait de jouer un rôle actif à l'OMC afin de garantir la bonne application des accords existants, de poursuivre les négociations en cours et de préparer un nouveau cycle.

37. La Suisse avait une position très forte dans les services et l'industrie manufacturière, mais le secteur agricole restait délicat, tant pour ses acteurs que pour l'État et les partenaires commerciaux. Après le Cycle d'Uruguay, l'agriculture suisse avait relevé de nombreux défis et elle continuerait d'aller de l'avant à moins que la voie ne soit bloquée par des exigences excessives, d'origine interne ou externe.

III. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU LIECHTENSTEIN

38. Le représentant du Liechtenstein a remercié son collègue suisse de l'exposé dans lequel il avait évoqué la relation particulière qui liait leurs deux pays et qui avait conduit à une profonde intégration de leurs économies. C'est pour cette raison que le premier examen de la politique commerciale du Liechtenstein avait été fait en même temps que celui de la Suisse. L'orateur n'avait pas l'intention de traiter des questions et des politiques commerciales, pour lesquelles la Suisse était compétente, mais de parler de caractéristiques et de politiques spécifiques du Liechtenstein.

39. Les relations étroites et complexes entre les deux pays se fondaient sur une union douanière et monétaire et plusieurs autres accords bilatéraux.

40. L'intervenant a rappelé les grandes lignes de la politique et commerciale du Liechtenstein:

- i) Avec l'application du Traité d'union douanière de 1923, le Liechtenstein était devenu partie intégrante du territoire douanier suisse. Les mesures de politique commerciale visant les importations étaient formulées par la Suisse et appliquées au Liechtenstein. Les traités et accords commerciaux conclus par la Suisse s'appliquaient également au Liechtenstein. Pour toutes les questions relevant du traité instituant l'union douanière, à savoir le commerce des produits industriels et agricoles, le Liechtenstein était représenté par la Suisse; toutes les importations et exportations étaient assujetties au régime défini par la Suisse. La coopération entre les deux pays dans le domaine des services avait été pour l'essentiel limitée aux services de poste et de télécommunications. Dans toutes les autres activités de services, le Liechtenstein conservait son indépendance.
- ii) La compétence de la Suisse en matière commerciale souffrait une exception, en ce qui concerne les importations de produits visés par l'Accord sur l'EEE, originaires des autres membres de l'EEE et destinés au Liechtenstein. En 1995, le Liechtenstein était devenu membre de l'Espace économique européen (EEE), auquel la Suisse ne participait pas. Le Liechtenstein présentait donc la particularité de faire partie de deux marchés intérieurs, celui de l'EEE et celui de la Suisse. Sur son propre marché, le Liechtenstein acceptait la vente de produits fabriqués et échangés conformément aux règles suisses ou à celles de l'EEE. Pour que cela soit possible, il avait dû créer notamment un mécanisme de contrôle et de surveillance du marché, décrit en détail dans le rapport du Secrétariat.
- iii) La politique agricole formulée par la Suisse s'appliquait au Liechtenstein dans la mesure nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du territoire douanier et, en particulier, toutes les mesures décidées par la Suisse et affectant les importations et les exportations étaient également appliquées au Liechtenstein. Jusqu'à présent, le Liechtenstein avait appliqué sa propre politique dans certains sous-secteurs de l'agriculture. Toutefois, les objectifs et les instruments de sa politique agricole, et notamment le système de paiements directs, étaient pour l'essentiel identiques à ceux de la Suisse. Les deux pays étaient en train de négocier pour déterminer quelles règles applicables au marché agricole intérieur de la Suisse s'appliqueraient également au Liechtenstein. Le Liechtenstein ne subventionnait pas les exportations. Très peu de ses producteurs de produits agricoles transformés bénéficiaient du régime de subventions de la Suisse. Le lait et les produits laitiers représentaient environ deux tiers de la valeur de la production agricole. Le gouvernement fixait des quotas pour limiter la production de lait à ce qui était nécessaire pour couvrir la consommation nationale. Le taux global d'autosuffisance pour les produits alimentaires de base n'était que de 43 pour cent. Comme le disait le Secrétariat dans son rapport, l'agriculture avait un rôle minimum au Liechtenstein et ne fournissait que 1 pour cent des emplois. Néanmoins, l'État et la société attachaient une grande importance à l'activité agricole durable nécessaire pour préserver les ressources naturelles et entretenir le paysage.

41. Le Liechtenstein pouvait aujourd'hui être considéré comme un pays très prospère. Comme il n'avait commencé que récemment à calculer son PIB, il fallait recourir à d'autres données pour mesurer la croissance de son économie. Au cours des cinq dernières années, le nombre d'emplois avait augmenté de 12 pour cent (de près de 30 pour cent en dix ans) et les exportations de près de 40 pour cent, et onze nouvelles banques (sur un total de 16) avaient été créées. Le total du bilan des banques avait progressé d'environ 32 pour cent. Les revenus du travail des résidents et des frontaliers avaient augmenté de 20,7 pour cent depuis 1994. Le taux d'inflation était très bas, comme en Suisse. Les taux d'intérêt étaient stables et n'étaient que rarement majorés, dans des proportions très modestes. Les finances publiques étaient excédentaires depuis plusieurs années. Le taux de chômage, après avoir culminé à 2 pour cent à la fin de 1998, n'avait cessé de diminuer et s'établissait actuellement à 1,2 pour cent. D'après une estimation de l'Office de l'économie nationale, le nombre d'emplois aurait augmenté encore de 2,5 pour cent à la fin de 2000 et il était très probable que le budget public resterait équilibré.

42. Les perspectives économiques à moyen terme étaient bonnes. Toutefois, la croissance risquait d'être entravée par la pénurie et le coût élevé des terrains, des immeubles et de la main-d'œuvre. L'économie offrait 25 000 emplois, soit 75 emplois pour 100 habitants (la population totale était de 33 000 habitants). Quelque 10 000 de ces emplois, soit 40 pour cent du total, étaient occupés par des frontaliers et plus de 60 pour cent du total des salariés étaient des étrangers.

43. L'économie du Liechtenstein était petite, ouverte et très diversifiée. Le marché intérieur étant négligeable, l'essentiel de la production était exportée. Le pays était très intégré dans l'économie mondiale. Il était un partisan convaincu du libre-échange, que ce soit à l'échelon régional, comme dans le cadre de l'AELE avec ses 16 accords de libre-échange, ou de l'EEE avec ses 18 États membres, ou à l'échelon multilatéral dans le cadre de l'OMC. Le gouvernement pensait que les accords commerciaux régionaux complétaient et pouvaient contribuer à accélérer la libéralisation multilatérale.

44. Depuis plusieurs décennies, le gouvernement du Liechtenstein appliquait une politique économique très libérale, ouverte sur le monde et visant à limiter l'intervention de l'État au strict nécessaire. Le Liechtenstein ne versait aucune subvention publique à des entreprises privées (sauf dans le secteur agricole) et n'avait pas de politique publique visant expressément à attirer des investissements étrangers directs. Le grand objectif du gouvernement était de promouvoir un développement durable de tous les secteurs de l'économie nationale et de préserver les conditions-cadres actuelles très favorables à l'essor des agents économiques privés, mais toute aide publique aux entreprises privées était exclue.

45. Le faible niveau de l'intervention de l'État dans l'économie et la pénurie de ressources naturelles, une topographie peu propice à l'agriculture et l'offre limitée de ressources humaines avaient favorisé le développement d'une économie très compétitive sur le plan international et spécialisée dans des produits de haute technologie. Le secteur manufacturier continuait de fournir près de la moitié des emplois, ce qui était un pourcentage très élevé pour un pays dont l'économie était aussi avancée. En outre, les entreprises manufacturières du Liechtenstein employaient trois fois plus de salariés à l'étranger que dans le pays. Leur productivité était très élevée par comparaison avec celle d'autres pays. En 1999, le Liechtenstein avait exporté environ 43 pour cent de sa production industrielle vers d'autres pays de l'EEE, 13 pour cent vers la Suisse et 44 pour cent vers le reste du monde. Ses exportations étaient très diversifiées sur le plan géographique. Ses principaux marchés étaient les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse, la France, l'Italie, l'Autriche, le Royaume-Uni, le Taipei chinois, l'Espagne et Hong Kong, Chine.

46. Le Liechtenstein était devenu membre de plein droit de l'AELE en 1991. Jusqu'alors, la Convention de l'AELE s'appliquait à lui par le biais d'un Protocole dans le cadre duquel la Suisse

défendait ses intérêts. En 1995, il avait signé l'accord instituant l'EEE afin d'obtenir des conditions d'accès aux marchés compétitives pour ses fournisseurs de biens et de services dans les 17 pays partenaires. Cet accord garantissait la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes de la même façon que dans l'Union européenne.

47. L'adhésion à l'EEE avait conduit à des mesures supplémentaires de libéralisation de l'économie. Des privatisations avaient été nécessaires dans les services publics tels que les télécommunications, la poste et l'électricité, et certaines n'étaient pas terminées. En raison de son appartenance à l'EEE et de sa participation à l'AMP, le Liechtenstein avait dû ouvrir son régime de passation des marchés publics.

48. Le Liechtenstein était très favorable au lancement d'un nouveau cycle très large de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'OMC. Seule une négociation très ouverte permettrait à tous les Membres de l'OMC d'obtenir des résultats dans les domaines qui les intéressaient particulièrement. Il serait souhaitable pour tous les Membres qu'on poursuive le développement de l'OMC et qu'on l'adapte aux réalités économiques et sociales d'aujourd'hui. En outre, il fallait améliorer l'intégration des pays en développement dans le système et accorder davantage de poids à la protection de l'environnement.

IV. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR

49. Le présentateur (M. Milan Hovorka) a dit que les résultats remarquables obtenus par la Suisse et le Liechtenstein dans le commerce international étaient dus à de nombreux facteurs, notamment l'ouverture de la politique commerciale et le libéralisme de la politique économique, l'aptitude à tirer le meilleur parti de l'avantage comparatif et l'importance accordée au bon fonctionnement des institutions. Grâce à ces facteurs, les deux pays étaient très intégrés dans l'économie mondiale et étaient parmi les plus compétitifs de la planète.

50. On avait décidé d'examiner ensemble les deux pays en raison de l'étroite intégration de leurs économies. La Suisse et le Liechtenstein avaient formé une union douanière et monétaire. Leurs relations mutuelles étaient renforcées par un large éventail d'accords et cimentées par l'histoire, la tradition et la culture. En outre, ces deux pays devaient s'adapter à des évolutions internes et externes et relever des défis similaires et avaient les mêmes problèmes de rigidité du marché.

51. La politique commerciale de la Suisse était examinée pour la troisième fois, et celle du Liechtenstein pour la première fois seulement. Néanmoins, le précédent examen de la politique commerciale de la Suisse, fait quatre ans auparavant, fournissait un point de référence utile pour analyser l'évolution des politiques et des pratiques. Les deux pays s'étaient trouvés à la croisée des chemins: l'Accord sur l'EEE était entré en vigueur, ce qui suscitait toutes sortes d'incertitudes dues au fait que la Suisse n'y avait pas adhéré et d'attentes liées au fait que le Liechtenstein en faisait partie. La plupart des modifications institutionnelles liées à l'Union douanière remontaient aussi à cette période et la situation économique de la Suisse avait sensiblement changé.

52. Dans la première moitié des années 90, l'économie suisse stagnait et souffrait d'un certain nombre de problèmes structurels. Cela avait incité les autorités à mettre en œuvre un ensemble de réformes intérieures et de transformations structurelles. Il n'avait pas été possible d'apprécier les effets de ces mesures lors du précédent examen, car la plupart d'entre elles étaient trop récentes. Le présentateur a résumé les résultats de ces réformes, qui étaient exposés dans les rapports du Secrétariat et des gouvernements.

53. Le présentateur a posé à la délégation suisse des questions au sujet des principaux facteurs qui pourraient assombrir les perspectives macro-économiques à court terme, de la façon dont le nouveau cadre de politique budgétaire serait mis en œuvre après 2001, année à partir de laquelle le budget de la Confédération serait censé être équilibré sur le cycle conjoncturel, de la contribution attendue du mécanisme de péréquation fiscale en préparation à l'harmonisation intercantonale de la fiscalité, de l'utilité de la concurrence fiscale entre les cantons, et des problèmes éventuels que pouvait soulever l'importance de l'excédent des opérations courantes de la Suisse.

54. Le présentateur a aussi posé des questions à la délégation du Liechtenstein sur l'irrégularité de la croissance, les liens entre la conjoncture du Liechtenstein et celle de la Suisse, et l'absence de données relatives au PIB (ce qui devrait changer) et ses raisons.

55. Le Liechtenstein étant Membre de l'OMC et de l'EEE, et la Suisse formulant des mesures de politique commerciale et des objectifs communs pour l'union formée par les deux pays, le présentateur a demandé quel rôle jouait le Liechtenstein dans le processus d'élaboration des lois commerciales de la Suisse et donc de l'union douanière.

56. Dans le cadre de l'union douanière, les lois suisses relatives au commerce des marchandises s'appliquaient aux relations commerciales du Liechtenstein avec tous les pays sauf les membres de l'EEE, auquel cas c'étaient les règles de l'EEE qui s'appliquaient. Les différences entre ces deux régimes ne concernaient que quelques règlements techniques, quelques produits pour lesquels les droits de douane étaient différents et le sel. Le présentateur a demandé des renseignements sur les

différences avec les règles régissant le commerce avec les autres pays, sur le mécanisme de contrôle et de surveillance du marché du Liechtenstein et sur l'impact du nouvel accord Suisse-UE relatif aux obstacles techniques au commerce sur les divergences entre les règles de l'EEE et les règles suisses et, par voie de conséquence, sur ce mécanisme.

57. À propos du tarif douanier commun, dont tous les droits étaient spécifiques, le présentateur a demandé des précisions concernant l'évaluation en douane aux fins de l'application des impôts intérieurs, l'évaluation de la protection tarifaire et les éventuelles modifications ou simplifications futures envisagées. Il attendait avec intérêt la réponse aux questions soulevées par les Membres concernant d'autres aspects, notamment le manque de prévisibilité des taux effectivement appliqués, dû en particulier à l'application du système des prix-seuils, qui entraînait une modification trimestrielle des droits sur les produits fourragers et les semences, et la consolidation à des taux plafonds pour la plupart des produits agricoles et des vêtements.

58. Évoquant le traitement préférentiel non réciproque accordé aux pays en développement, le présentateur a dit que le schéma SGP de la Suisse et du Liechtenstein était assez généreux, même si son champ d'application avait été réduit en raison de la gradation de certains pays. Il a demandé quelles mesures concrètes la Suisse et le Liechtenstein seraient disposés à envisager pour améliorer l'accès des produits des pays les moins avancés à leur marché.

59. Le présentateur jugeait très positif que la Suisse et le Liechtenstein n'aient jamais recouru à des mesures antidumping, compensatoires ou de sauvegarde depuis le début des années 80, qu'ils aient des lois à cet effet. Il a invité les deux pays à informer les participants sur leur expérience unique d'économies libérales et ouvertes n'ayant pas de problèmes imputés à des pratiques commerciales déloyales ou à une hausse substantielle des importations.

60. En matière de politique de la concurrence, la Suisse avait mis en œuvre des réformes, mais différents cartels continuaient d'entraver sensiblement la concurrence dans le commerce de détail et contribuaient au niveau relativement élevé des prix à la consommation. L'intervenant souhaitait savoir si la nouvelle loi sur les cartels, qui était fondée sur le principe de l'interdiction des abus de position dominante, la longueur des procédures, et le fait que la Comco n'était pas habilitée à imposer des sanctions directes, figuraient parmi les raisons expliquant la relative faiblesse de la concurrence dans le commerce de détail.

61. Le présentateur a demandé des précisions sur les effets de la non-discrimination dans les marchés publics cantonaux et locaux en Suisse et, dans le cas du Liechtenstein, sur la différence entre les seuils fixés par l'EEE et ceux fixés par l'Accord plurilatéral sur les marchés publics.

62. La Suisse et le Liechtenstein avaient démontré que l'intégration économique était possible aussi bien à l'échelon régional qu'à l'échelon mondial, et que ces deux processus pouvaient être complémentaires. Les accords bilatéraux et régionaux conclus par les deux pays et leur volonté sincère de promouvoir un nouveau cycle complet de négociations commerciales sous l'égide de l'OMC en témoignaient. L'Accord de libre-échange avec le Mexique allait probablement entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2001; il visait non seulement la libéralisation du commerce des produits industriels et des services, mais aussi l'investissement étranger direct, la protection des droits de propriété intellectuelle et les marchés publics. Le présentateur a invité les délégations de la Suisse et du Liechtenstein à donner des précisions sur le vaste champ d'application de cet accord, qui contrastait avec l'absence de progrès des discussions relatives à un nouveau cycle de négociations à l'OMC.

63. Le présentateur a évoqué les relations de la Suisse avec l'UE (notamment l'ensemble des sept accords bilatéraux et leur éventuelle évolution future) et a posé des questions sur les questions sensibles qui devraient être traitées dans les prochaines consultations populaires au sujet d'une éventuelle accession à l'UE. Il a aussi demandé des précisions sur les stratégies d'intégration que le

Liechtenstein avait l'intention d'élaborer, en se fondant sur les politiques de l'AELE, de l'EEE et de la Suisse.

64. Relevant que la Suisse et le Liechtenstein avaient une politique très active de protection de l'environnement, le présentateur a demandé des éclaircissements sur les liens entre les résultats obtenus en matière de respect de l'environnement et la compétitivité de l'économie, sur la coopération entre le secteur public et le secteur privé dans le domaine de la protection de l'environnement, sur la place qu'occupaient ces questions dans la politique commerciale, sur la compatibilité entre les principes fondamentaux de protection de l'environnement et les règles multilatérales et sur la poursuite de la promotion de la durabilité dans le cadre de l'initiative "Politique agricole 2002". Les transferts publics en faveur des agriculteurs restaient importants, les obstacles au commerce étaient élevés et l'État continuait d'intervenir dans la commercialisation de certains produits agricoles, par le biais de sociétés mandataires, en dépit des mesures de libéralisation résultant de l'initiative. Compte tenu de cette situation de l'agriculture, le présentateur a demandé des précisions sur la restriction du rôle futur de l'État devant suivre la mise en œuvre de tous les éléments de l'initiative, mentionnée dans le rapport du gouvernement suisse.

65. Le secteur des services jouait un rôle important dans l'économie de la Suisse et du Liechtenstein. Ce secteur, y compris le sous-secteur des services financiers, dominé par quelques grandes banques, avait un défi considérable à relever en raison de la concurrence extérieure et de l'évolution de la technologie. En outre, le sous-secteur du tourisme souffrait de la rigidité du marché et du prix élevé des intrants fournis par des secteurs protégés. Le présentateur a évoqué les mesures de libéralisation du secteur des services et posé des questions sur les réformes en cours ou en préparation visant à renforcer les normes de contrôle du sous-secteur des services financiers, sur les privilèges dont jouissaient encore les banques cantonales en Suisse, sur l'emploi d'Internet pour le commerce électronique en Suisse et au Liechtenstein et sur les mesures supplémentaires envisagées pour poursuivre la libéralisation des services postaux, des services de transports ferroviaires et d'autres sous-secteurs, notamment celui de l'électricité. Il a demandé des précisions à la délégation du Liechtenstein au sujet de la dénonciation du Traité postal bilatéral avec la Suisse intervenue en 1999.

V. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

66. Le représentant de l'Uruguay a dit que le commerce entre son pays et la Suisse était minime et que l'Uruguay enregistrait un déficit commercial. Son pays pourrait accroître ses exportations de produits agricoles vers la Suisse mais en était empêché par les restrictions et les obstacles opposés par celle-ci. L'intervenant a mentionné ces obstacles (qui sont exposés dans le rapport du Secrétariat) et dit que l'appui fourni par la Confédération helvétique à l'agriculture représentait l'équivalent de la valeur totale des exportations de l'Uruguay. Évoquant un passage du rapport du gouvernement suisse, il a dit que le prétendu soutien de la Suisse à l'intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral, devant résulter de l'amélioration de l'accès aux marchés, resterait vide de sens tant que le secteur agricole, qui présente un grand intérêt pour ces pays, serait très protégé. La libéralisation du commerce extérieur devait porter sur tous les secteurs de l'économie, y compris l'agriculture. La notion de multifonctionnalité de l'agriculture invoquée par la Suisse était un prétexte pour maintenir la protection de l'agriculture; l'Uruguay y était opposé.

67. Le représentant de l'Union européenne (UE) a souligné les relations étroites existant entre l'Union européenne d'une part et la Suisse et le Liechtenstein de l'autre. Le commerce bilatéral de l'UE représentait 115 milliards d'euros par an avec la Suisse et 1,4 milliard d'euros par an avec le Liechtenstein. Le Liechtenstein avait adhéré à l'EEE en 1995. Les relations entre l'UE et la Suisse étaient régies par un accord de libre-échange conclu en 1972, récemment renforcé par la conclusion de sept accords sectoriels. La Suisse s'était fixé pour objectif à long terme d'adhérer à l'UE. L'intervenant a demandé des renseignements sur la poursuite de la libéralisation des services de télécommunications en Suisse, sur le degré auquel la pratique du référendum, très courante en Suisse, pouvait intéresser l'OMC sous l'angle de la transparence, et sur la place faite à l'environnement et au développement durable dans la politique commerciale de la Suisse. Il se félicitait que la Suisse et le Liechtenstein appuient le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales portant sur un vaste programme et a demandé si les deux pays avaient l'intention de suivre l'exemple de l'UE et d'accorder l'accès en franchise à toutes les importations provenant des pays les moins avancés.

68. Le représentant de la Hongrie a félicité la Suisse pour ses réformes économiques qui commençaient à porter leurs fruits. Il appréciait le soutien actif de ce pays au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, l'idée de la Suisse que les initiatives multilatérales et les initiatives régionales et bilatérales compatibles avec les règles de l'OMC pouvaient se compléter et le fait que la Suisse se soit fixé pour objectif stratégique d'adhérer à l'UE. Les exportations de la Hongrie vers la Suisse avaient dépassé 700 millions de dollars en 1999 et la Suisse avait un excédent bilatéral important mais qui avait tendance à diminuer lentement. La Hongrie était la neuvième destination des touristes suisses et les investissements suisses en Hongrie dépassaient 500 millions de dollars, quelque 400 coentreprises helvético-hongroises ayant été créées. La Hongrie rencontrait des obstacles pour exporter ses produits agricoles vers la Suisse. Le représentant de la Hongrie a demandé des renseignements sur les réformes fiscales et leur impact sur les politiques de soutien économique de la Suisse, ainsi que sur les projets de déréglementation des marchés du gaz et de l'électricité. Il a engagé la Suisse à poursuivre sa libéralisation et ses réformes structurelles.

69. La représentante de l'Argentine a fait un résumé de la structure sectorielle de l'économie suisse. L'agriculture était très protégée en dépit de son faible poids dans l'économie; le soutien à l'agriculture accordé par la Confédération helvétique restait important malgré les réformes mises en œuvre dans ce secteur. Cela avait un impact négatif sur d'autres secteurs de l'économie, comme le tourisme, et expliquait en partie le niveau élevé du coût de la vie en Suisse. L'UE était toujours le principal partenaire commercial de la Suisse. Relevant que la valeur des exportations de produits pharmaceutiques suisses vers l'Argentine était deux fois plus élevée que celle du total des exportations

argentines vers la Suisse, elle a invité la Suisse à ouvrir son marché agricole et à supprimer toutes les subventions et tous les obstacles entravant les exportations argentines de produits agricoles.

70. Le représentant du Canada jugeait encourageante la réussite des réformes économiques de la Suisse. Comme le Canada, la Suisse et le Liechtenstein dépendaient beaucoup du commerce extérieur. L'intervenant a félicité ces deux pays de leur attachement au système commercial multilatéral fondé sur des règles et du rôle constructif qu'ils jouaient dans ce cadre, ainsi que de leurs efforts dans les domaines de la politique de la concurrence et de la protection des droits de propriété intellectuelle. Il a invité la Suisse à libéraliser aussi le commerce des produits agricoles, ce qui serait tant dans son intérêt que dans celui de ses partenaires commerciaux. Il espérait qu'elle démantèlerait les ententes horizontales sur les prix et poursuivrait la libéralisation des services de télécommunication et des sous-secteurs de l'électricité et du gaz, qu'un accord de libre-échange entre le Canada et l'AELE serait conclu et que son pays pourrait continuer de collaborer avec la Suisse et le Liechtenstein pour libéraliser le commerce et l'investissement aux niveaux tant multilatéral que régional.

71. Le représentant du Chili a dit que des discussions étaient en cours dans le but de développer le commerce entre son pays et les pays membres de l'AELE. Contrairement aux autres secteurs de l'économie, l'agriculture restait subventionnée et très protégée en Suisse et au Liechtenstein, alors que son poids économique était minime. Cela rendait difficile l'accès des producteurs agricoles étrangers au marché de ces deux pays. La libéralisation de l'agriculture contribuerait à régler les problèmes d'autres secteurs comme celui du tourisme, qui étaient pénalisés par le niveau élevé des prix des produits alimentaires. L'intervenant a instamment demandé à la Suisse et au Liechtenstein d'améliorer l'accès des produits agricoles à leurs marchés.

72. Le représentant de Hong Kong, Chine a décrit les relations commerciales bilatérales de son pays avec la Suisse et le Liechtenstein; les échanges portaient surtout sur les montres, les horloges, la bijouterie, les pierres précieuses, les services bancaires et les services aux entreprises. Il a félicité la Suisse du rôle important qu'elle jouait à l'OMC et les deux pays de leur appui au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Toutefois, Hong Kong, Chine était beaucoup plus prudente dans le domaine des règles, existantes ou nouvelles. L'intervenant entendrait avec intérêt parler des éventuels projets de réduction supplémentaire des droits sur les produits non agricoles appliqués par la Suisse et le Liechtenstein. Il a demandé des précisions sur les obligations de résidence liées aux diverses formes de présence commerciale et à l'offre de services professionnels. Il espérait que les accords de libre-échange auxquels la Suisse et le Liechtenstein étaient parties contribueraient à renforcer le système commercial multilatéral au lieu de l'affaiblir.

73. Le représentant de L'Australie s'est félicité de l'attachement de la Suisse et du Liechtenstein à l'OMC et de leurs efforts de libéralisation. Il a encouragé la Suisse à poursuivre ses réformes et le Liechtenstein à approfondir la réforme du secteur des services financiers. Il était regrettable que cette volonté de libéralisation ne touche pas tous les secteurs. L'Australie prenait acte des réformes de l'agriculture lancées en 1996, mais de nouvelles réformes importantes étaient nécessaires pour les deux pays et pour leurs partenaires commerciaux. L'Australie souhaitait obtenir un accès équitable aux marchés de tous les produits, une réduction sensible des soutiens internes qui faussaient le commerce et la suppression des subventions à l'exportation. Cela ne représentait pas plus que ce que la Suisse et le Liechtenstein demandaient aux autres pays pour pouvoir exporter leurs biens et services. Le poids de l'agriculture dans l'économie des deux pays était minime mais son taux de protection était un des plus élevés du monde, malgré les récentes réformes. Ce fait, s'ajoutant aux politiques d'intervention de certains autres pays développés, continuait de saper la viabilité de l'agriculture dans les autres pays en raison de son impact sur l'accès aux marchés, sur la concurrence des produits bénéficiant de subventions et sur la stabilité des prix sur le marché mondial. L'Australie était consciente du fait que la Suisse avait des préoccupations non commerciales légitimes, mais à son avis les mesures qui faussaient le commerce et la production n'étaient pas des moyens légitimes de

répondre à ces préoccupations. Les mesures de la catégorie verte prévues par l'Accord de l'OMC sur l'agriculture offraient de nombreuses possibilités d'y répondre. L'intervenant a demandé à la Suisse de s'expliquer sur l'emploi de telles politiques et a exhorté la Suisse et le Liechtenstein à s'attaquer à la réforme de l'agriculture, tant dans leur propre intérêt que dans celui de la communauté internationale. Il avait de sérieuses inquiétudes quant au risque de distorsion du commerce et de l'investissement découlant des nombreux accords de libre-échange auxquels la Suisse et le Liechtenstein étaient parties, accords dont le nombre ne cessait d'augmenter. À cet égard, l'Australie considérait qu'aucun accord commercial préférentiel excluant des secteurs économiques importants comme l'agriculture ne pouvait être compatible avec l'OMC.

74. La représentante des États-Unis a dit qu'en raison de l'importance du commerce international dans son économie et de sa qualité de pays hôte de l'OMC, la Suisse jouait un rôle important dans la promotion de la libéralisation du commerce et du renforcement de l'OMC. Les États-Unis et la Suisse avaient des relations étroites en matière de commerce et d'investissement. L'intervenante constatait avec satisfaction que le processus de réforme économique conduit par la Suisse commençait à porter ses fruits. Toutefois, la Suisse restait un des pays de l'OCDE dans lesquels les aides publiques à l'agriculture étaient les plus importantes. Malgré les réformes entreprises, l'agriculture restait très abritée de la concurrence extérieure en raison d'une forte protection tarifaire. De plus, en raison des modalités d'administration des contingents tarifaires agricoles, pour de nombreuses lignes le contingent n'était pas utilisé. Les négociations prévues à l'OMC au sujet de l'agriculture dans le cadre du programme de travail incorporé offraient la possibilité de réduire les droits, de les consolider et d'éliminer une grande partie des soutiens internes qui faussaient le commerce. L'intervenante a exhorté la Suisse à réformer son agriculture et à appuyer les propositions de libéralisation de l'agriculture dans les pourparlers de l'OMC. De même, le programme incorporé concernant les services offrait la possibilité de libéraliser un large éventail de sous-secteurs des services. L'intervenante a instamment demandé à la Suisse d'appuyer les propositions visant à réduire les actuelles restrictions dans les sous-secteurs des services dans lesquels la concurrence restait limitée en raison de l'existence de monopoles ou de droits exclusifs exercés par des entreprises publiques ou privées (transports de personnes par autocar, ports, et certaines formes d'assurance).

75. La représentante de la Norvège a félicité la Suisse des bons résultats enregistrés par son économie grâce aux réformes. Étant un pays relativement petit dont l'économie était très axée sur l'exportation, la Norvège, à l'instar de la Suisse et du Liechtenstein, appréciait toute l'importance d'un système commercial multilatéral fort et fondé sur des règles. Elle partageait les objectifs de ces deux pays dans la plupart des domaines, allant de l'agriculture à la politique de la concurrence, en passant par l'environnement et le lancement d'un nouveau grand cycle de négociations commerciales multilatérales. En particulier, les trois pays avaient une attitude commune concernant les préoccupations non commerciales dans le secteur de l'agriculture. Leurs relations commerciales allaient au-delà du cadre de l'OMC et leurs échanges avaient beaucoup augmenté et continuaient d'augmenter. L'intervenante a félicité la Suisse des mesures de libéralisation qu'elle avait prises dans plusieurs secteurs et de son appui à l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays en développement, et le Liechtenstein pour sa libéralisation des services financiers. Elle a demandé des précisions sur la tolérance des positions dominantes en Suisse et l'absence de sanctions automatiques contre les ententes illégales. Enfin, il fallait préciser les liens entre les règles environnementales fixées à l'échelon multilatéral.

76. La représentante de la Thaïlande a déclaré que les excellents résultats économiques récemment enregistrés par la Suisse résultaient de sa politique de libéralisation, en particulier dans certains sous-secteurs des services. Elle a encouragé le gouvernement suisse à poursuivre cette politique et à l'appliquer à d'autres secteurs, en particulier celui de l'agriculture, qui restait très protégé et jouissait d'une importante aide publique. Le système de prise en charge, en vertu duquel l'attribution des contingents tarifaires visant de nombreux produits agricoles était subordonnée à l'achat de produits similaires d'origine nationale, était assimilable à une prescription de teneur en

produits d'origine nationale, laquelle était incompatible avec l'Accord sur les MIC. L'intervenante a demandé des précisions sur ce système et voulait savoir si la Suisse avait l'intention de le mettre en conformité avec l'Accord. Les relations commerciales entre la Suisse et le Liechtenstein d'une part et la Thaïlande de l'autre étaient très limitées, mais pourraient être sensiblement développées.

77. Le représentant du Japon a dit que l'économie de la Suisse et du Liechtenstein, comme celle du Japon, était très tributaire de la production de produits de haute technologie et que ces trois pays avaient beaucoup de points communs. Il jugeait encourageant le soutien actif de la Suisse et du Liechtenstein au système commercial multilatéral et notamment leur volonté de promouvoir le lancement d'un nouveau grand cycle de négociations commerciales multilatérales. Il s'est félicité de leur position et de leurs efforts au sujet des mesures de renforcement des capacités et des autres mesures visant à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale. La réforme de l'agriculture en Suisse poursuivait plusieurs objectifs. L'agriculture ne servait pas uniquement à produire des produits alimentaires et il fallait préserver son caractère multifonctionnel. Le Japon a félicité la Suisse des efforts qu'elle avait faits pour réformer son agriculture afin d'appliquer l'Accord de l'OMC, de l'adapter à l'évolution de l'environnement international et d'atteindre les objectifs définis par le peuple. Les règles de l'OMC devraient permettre la préservation des différents types d'agriculture choisis par les peuples, parallèlement aux réformes et à la libéralisation nécessaires. L'intervenant a demandé l'assurance que les accords bilatéraux et régionaux auxquels la Suisse et le Liechtenstein étaient ou seraient parties seraient compatibles avec l'OMC et des précisions sur les raisons pour lesquelles ces deux pays appliquaient des droits spécifiques.

78. Le représentant de l'Inde a félicité la Suisse et le Liechtenstein de leurs résultats économiques de ces dernières années et a évoqué les relations commerciales bilatérales entre son pays et la Suisse. En dépit de son faible poids économique et malgré les réformes conduites ces dernières années, l'agriculture suisse restait très protégée. Le rapport du Secrétariat de l'OMC mentionnait les différents instruments employés à cet effet (droits de douane et mesures non tarifaires, notamment obstacles techniques au commerce). En raison de ces facteurs, dans le secteur de l'agriculture l'Inde n'exportait vers la Suisse que du café, des légumes, des épices et du riz basmati; les exportations de produits de la mer étaient négligeables, alors même que l'Inde exportait ces produits en grandes quantités vers d'autres pays d'Europe. L'intervenant a invité la Suisse à revoir ses restrictions visant les importations de produits agricoles, y compris de façon autonome, afin d'améliorer les perspectives d'accès aux marchés pour les pays en développement. Il a aussi demandé aux autorités suisses d'examiner sans tarder la réglementation des mouvements de main-d'œuvre qualifiée, les restrictions visant l'octroi de visas d'affaires et les obstacles à l'importation de certains produits, notamment les produits chimiques, les médicaments, les cosmétiques, les produits pétroliers, les engrais, les appareils électriques, les appareils de mesure et de pesée et les installations de chauffage.

79. Le représentant de la République tchèque a souligné la qualité de l'environnement économique de la Suisse et du Liechtenstein et leur rôle actif dans le système commercial multilatéral. La République tchèque appuyait l'initiative suisse concernant l'application de la protection des indications géographiques à des produits autres que les vins et spiritueux. Comme la Suisse et le Liechtenstein, elle était favorable au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales sur la base d'un programme assez large pour répondre aux préoccupations de tous les Membres de l'OMC. L'intervenant s'est dit préoccupé par le niveau élevé de la protection du secteur agricole, qui jouissait en outre d'aides publiques et de subventions à l'exportation considérables. Il a encouragé le gouvernement suisse, qui formulait la politique agricole de l'union douanière, à accélérer la réforme de ce secteur, sans négliger les préoccupations non commerciales légitimes. La Suisse et le Liechtenstein, n'appliquant que des droits spécifiques, n'avaient pas de loi particulière concernant l'évaluation en douane; l'intervenant a demandé des précisions sur l'interprétation de certaines règles relatives aux emballages dans les décisions des douanes.

80. Le représentant de la République de Corée a dit que l'orientation générale de la politique commerciale suivie par la Suisse et le Liechtenstein ces dernières années témoignait d'un solide attachement à la libéralisation multilatérale du commerce. La poursuite de la libéralisation du régime de commerce et d'investissement de ces deux pays stimulait le redressement de l'activité économique en cours. La République de Corée était, comme la Suisse et le Liechtenstein, favorable au lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales portant sur un programme assez large pour relever les défis de l'économie mondiale et répondre aux intérêts de tous les Membres. L'intervenant souscrivait à la politique agricole de la Suisse et à ses objectifs en la matière et pensait lui aussi que l'agriculture avait un rôle multifonctionnel à jouer. Il fallait que les disciplines internationales soient assez souples pour permettre à l'agriculture de jouer ce rôle et pour tolérer la coexistence de différents types d'agriculture.

81. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris acte des progrès accomplis par la Suisse et le Liechtenstein sur le front de la politique commerciale depuis une décennie, et en particulier de l'importante libéralisation de leur secteur des services, comme en témoignait leur participation active aux négociations de l'OMC sur les services financiers et les services de télécommunications. Il a demandé des renseignements sur leurs éventuels projets de libéralisation supplémentaire. La Nouvelle-Zélande appréciait beaucoup l'approche active de la Suisse en matière de commerce et d'environnement et la coopération entre la Suisse et le Liechtenstein dans des domaines tels que la facilitation du commerce et l'évaluation en douane, dans lesquels ils avaient des objectifs similaires. L'intervenant a invité la Suisse à continuer de jouer un rôle actif dans le domaine du développement, en particulier pour la coopération technique, et à améliorer l'accès à son marché pour les pays les moins avancés. La réforme de l'agriculture suisse était essentielle pour les perspectives d'exportation de la Nouvelle-Zélande et des autres producteurs agricoles compétitifs. En raison des restrictions entravant l'importation des produits les plus compétitifs de la Nouvelle-Zélande, le solde des échanges bilatéraux était extrêmement déséquilibré en faveur de la Suisse. Par exemple, la Suisse n'avait pas de contingent tarifaire par produit pour le beurre et le fromage et le contingent visant les produits laitiers était presque entièrement épuisé par des arrangements d'accès préférentiels, alors que les taux de droits hors contingent étaient de 16 000 francs suisses et 4 000 francs suisses la tonne respectivement. De plus, l'application de droits spécifiques nuisait à la transparence et empêchait que les signaux donnés par les prix internationaux soient transmis aux producteurs suisses. En raison de la forte protection dont jouissait le secteur agricole, l'intervenant avait quelques doutes au sujet de l'affirmation de la Suisse selon laquelle l'État n'interviendrait désormais presque plus sur le marché, et il lui a instamment demandé d'envisager sérieusement les réformes supplémentaires nécessaires pour valider cette affirmation.

82. La représentante de la Malaisie a félicité la Suisse et le Liechtenstein pour la santé de leur économie. Les accords de libre-échange avaient contribué à développer leur commerce avec les autres pays européens, tandis que leurs échanges avec l'Asie étaient restés minimes. L'intervenante a encouragé la Suisse et le Liechtenstein à prendre des mesures pour accroître leurs échanges avec les pays émergents d'Asie et notamment la Malaisie. Elle espérait que la progression enregistrée en 2000 se poursuivrait et que la Suisse et le Liechtenstein investiraient davantage en Asie, particulièrement dans les secteurs de haute technologie. Elle s'est dite préoccupée par la progressivité des droits dans certains secteurs intéressant la Malaisie, notamment ceux des produits à base de cacao, de caoutchouc et de bois, et espérait que la Suisse la supprimerait.

83. La représentante de Singapour a dit que, comme son pays, la Suisse et le Liechtenstein étaient conscients de l'importance d'une libéralisation progressive du commerce afin de garantir un accès équitable, stable et amélioré au marché des biens et des services. Cette libéralisation était indispensable pour la viabilité à long terme des petits pays commerçants comme Singapour, ayant un secteur manufacturier axé sur l'exportation et un secteur des services très développé. La participation à des accords multilatéraux et régionaux garantirait l'accès aux marchés sur une base réciproque. À l'instar de Singapour, la Suisse considérerait les accords de libre-échange comme un complément des

négociations multilatérales: ces accords devaient combler les lacunes dans les secteurs où il n'existait pas de cadre multilatéral. La Suisse et Singapour avaient des intérêts communs dans des secteurs tels que la fabrication de produits de haute technologie et les services financiers.

VI. RÉPONSES DES REPRÉSENTANTS DE LA SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN ET COMMENTAIRES ADDITIONNELS

84. Les délégations de la Suisse et du Liechtenstein ont fourni des réponses écrites aux questions posées à l'avance par écrit et aux questions soulevées durant la première journée de la réunion. On pouvait regrouper ces questions sous trois grands thèmes: 1) développement économique, 2) politique commerciale – analyse par mesure et 3) politiques sectorielles. Les réponses écrites communiquées par les deux délégations ainsi que les déclarations orales des représentants de la Suisse et du Liechtenstein sont reproduites dans les annexes II et III du document WT/TPR/M/77/Add.1.

1) Environnement économique

85. Les représentants de la Suisse et du Liechtenstein ont présenté les réponses de leurs délégations aux questions regroupées sous le premier thème (environnement économique). Le Président a invité le présentateur à commenter ces réponses puis a donné la parole aux autres participants souhaitant faire des observations.

86. Le présentateur a remercié les représentants de la Suisse et du Liechtenstein de leurs réponses. Il s'est félicité des éclaircissements fournis par la Suisse au sujet de la consultation avec la société civile. Il jugeait frappante la différence entre les questions auxquelles s'étaient intéressés les participants durant le présent examen de la politique commerciale de la Suisse et celles qu'ils avaient abordées en 1996 lors du précédent examen. Il a demandé des précisions sur les fondements microéconomiques (environnement des affaires, et notamment régime de l'investissement) du cadre macro-économique, sur la solution qui serait apportée au problème de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et sur la façon dont les deux pays entendaient relever le défi résultant du vieillissement de leur population. Il a exprimé ses préoccupations au sujet de la multiplication des accords de libre-échange conclus entre les deux pays et des "grands" partenaires et sur les effets d'exclusion que ces accords pourraient avoir sur les pays en développement qui n'avaient pas les moyens d'en conclure ou n'étaient pas assez intéressants. Il souhaitait avoir l'assurance que tout accord bilatéral ou régional auquel la Suisse et le Liechtenstein pourraient devenir parties serait compatible avec l'OMC.

87. Le représentant de l'UE a remercié le représentant de la Suisse de son exposé détaillé des consultations avec la société civile et du point de vue de la Suisse au sujet des problèmes liés à son intégration dans l'UE. Cet exposé avait permis de mieux comprendre le cadre politico-institutionnel de la Suisse. Les sept accords bilatéraux conclus entre l'UE et la Suisse, déjà ratifiés par la Suisse, avaient été ratifiés par l'Italie et l'Autriche et le processus de ratification était en cours dans les autres pays membres de l'UE.

88. Le représentant de la Suisse a répondu que les préoccupations soulevées par les accords de libre-échange (en raison de leur multiplication et pour ce qui est de leur cohérence) concernaient tous les Membres de l'OMC. Les liens entre les différents accords de libre-échange appelaient une réflexion à l'échelon multilatéral. Dans une économie mondialisée, les pays coopéraient là où ils le pouvaient. L'intervenant a donné des exemples d'évolution de la structure de la production qui reflétaient une évolution de la structure de l'investissement. La situation des pays les moins avancés appelait un examen attentif et il fallait la distinguer de celle des autres pays.

89. Avant la crise économique de 1990, les Suisses avaient un peu perdu de leur dynamisme économique. Cela avait changé. Le gouvernement avait facilité ce changement en cherchant à promouvoir l'esprit d'entreprise dans les universités et les relations entre les universités, les centres de recherche et le secteur privé; les banques suisses avaient fourni des capitaux de démarrage. La coopération entre les différents acteurs intéressés avait porté ses fruits et il y avait aujourd'hui de nombreux jeunes entrepreneurs en Suisse.

90. Sous l'ancien régime d'accès au marché suisse du travail, de nombreux travailleurs étrangers peu ou non qualifiés vivaient en Suisse avec leur famille; il y avait eu des difficultés d'assimilation dues à des différences de culture et notamment de religion. Ces dernières années, le nombre de permis de travail accordés pour des travailleurs qualifiés a été limité, et d'autres pays offraient à ces travailleurs des conditions plus intéressantes. Ces facteurs expliquaient les difficultés de recrutement de personnel qualifié en Suisse.

91. Le représentant du Liechtenstein a dit que le développement des infrastructures, le niveau élevé d'instruction de la population, la simplification des procédures administratives, la solidité du système financier et la rapidité de l'adaptation de l'économie à l'évolution des circonstances avaient créé un environnement propice à l'investissement au Liechtenstein. Le Liechtenstein avait une politique spécifique visant à attirer les investisseurs, mais la pénurie de main-d'œuvre qualifiée était un problème.

2) Politique commerciale – Analyse par mesure

92. Les représentants de la Suisse et du Liechtenstein ont présenté les réponses de leurs délégations aux questions relevant du deuxième thème.

93. À propos du fait que la Suisse n'appliquait que des droits spécifiques, le présentateur jugeait positif qu'elle consulte les industries nationales et a demandé des précisions sur cet aspect. Au sujet des règles d'origine, il a demandé un complément d'information sur le système paneuropéen du cumul. La Suisse avait aligné sa réglementation régissant les marchés publics des collectivités locales sur les règles de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP). Le présentateur a demandé si elle avait l'intention d'intégrer ces modifications dans ses engagements liés à l'Accord. Il a encouragé la Suisse et le Liechtenstein à améliorer l'accès des pays les moins avancés à leur marché, ainsi qu'ils l'avaient promis.

94. Le représentant de l'UE a demandé des précisions sur les parts de marché d'entreprises étrangères dans les marchés publics suisses et sur les modifications introduites dans ce domaine.

95. Le représentant de l'Inde s'est enquis des intentions de la Suisse en ce qui concerne les lignes de son tarif douanier pour lesquelles les droits effectivement appliqués dépassaient le niveau consolidé.

96. Le représentant de la Suisse a dit que son pays avait pris de nouveaux engagements en ce qui concerne les collectivités locales dans le cadre de son accord bilatéral avec l'UE. En vertu de ces engagements, elle ajouterait ses collectivités locales à la liste des entités visées par l'AMP et, en échange, l'UE retirerait sa réserve à cet égard. L'intervenant a évoqué les difficultés que posait la libéralisation des marchés publics et a souligné la nécessité d'une réciprocité. Les statistiques disponibles sous-estimaient le niveau des marchés publics adjugés à des fournisseurs étrangers car les produits d'origine étrangère achetés en Suisse n'étaient pas comptabilisés comme produits importés dans les statistiques lorsqu'ils étaient achetés à un fournisseur étranger ayant une présence commerciale en Suisse. Un rapport sur les marchés publics en Suisse serait disponible le 15 janvier 2001. Il porterait sur les questions suivantes: poursuite de la libéralisation des marchés publics et notamment abaissement des seuils; simplification du cadre juridique; harmonisation et reconnaissance mutuelle des régimes. Comme la délégation suisse l'avait déjà indiqué dans ses réponses écrites, le droit NPF très élevé appliqué à trois articles était dû à une erreur de transcription de la liste du Cycle d'Uruguay dans le tarif douanier modifié conformément à la deuxième révision du SH, et son impact sur le commerce était insignifiant. Ces erreurs seraient probablement corrigées avant le milieu de 2001 conformément aux procédures de l'OMC et de la Suisse.

3) Politiques sectorielles

97. Les représentants de la Suisse et du Liechtenstein ont présenté les réponses écrites aux questions soulevées au titre du troisième thème.

98. Le présentateur était raisonnablement optimiste et espérait qu'en dépit de divergences importantes, les Membres de l'OMC seraient capables de trouver un dénominateur commun, le plus important étant le fait que la Suisse et le Liechtenstein avaient fait un gros effort pour réformer leur agriculture et laisser davantage jouer les forces du marché dans ce secteur. Dix ans plus tôt, il aurait été impossible de considérer que l'un des principes fondamentaux de la politique agricole était la libéralisation; depuis 1999, les choses avaient changé. Les difficultés apparaissaient lorsqu'on analysait l'impact des réformes sur la réduction de la protection à la frontière et de la distorsion du commerce. Aux yeux de nombreux Membres de l'OMC, le remplacement de certains mécanismes par d'autres n'entraînait pas de changements notables, car le cadre général restait le même; la réforme n'avait eu qu'une incidence limitée sur l'accès aux marchés, les aides publiques et les subventions. Il fallait trouver une réponse au dilemme que posait la libéralisation de l'agriculture tout en respectant les sensibilités politiques. Le Secrétariat de l'OMC pourrait aider à trouver cette solution en mettant davantage l'accent sur des aspects liés à l'accès aux marchés (augmentation effective de l'accès aux marchés résultant des réformes). Le présentateur s'est enquis des futures mesures de libéralisation envisagées dans ce secteur. Enfin, à propos des services, il s'est félicité de la poursuite de la libéralisation dans plusieurs sous-secteurs et a encouragé la Suisse et le Liechtenstein à approfondir les réformes et à les étendre aux domaines qu'elles n'avaient pas encore touchés.

99. La représentante de l'Argentine a dit qu'elle transmettrait aux autorités de son pays le message encourageant de la délégation suisse en ce qui concerne l'amélioration de l'accès des produits argentins au marché de la Suisse. Elle a pris note du fait que celle-ci appliquerait de façon unilatérale de nouvelles mesures de libéralisation dans l'agriculture. Elle faisait la même interprétation que les autres participants du système de la prise en charge et souhaiterait avoir des précisions de la Suisse à son sujet. S'il subsistait des doutes quant à l'interprétation de ce système, l'Argentine en ferait part à la Suisse.

100. La représentante des États-Unis a remercié la Suisse et le Liechtenstein de leurs observations. Elle a demandé des précisions sur la libéralisation de l'agriculture et des services.

101. Le représentant du Chili se félicitait des efforts de libéralisation faits par la Suisse et le Liechtenstein. Constatant que la réforme de l'agriculture restait d'une portée limitée, il a demandé des renseignements au sujet des mesures supplémentaires prévues à cet égard. Il a demandé des précisions sur les éventuelles dispositions concernant l'emploi de farine de poisson pour l'alimentation des animaux et sur le sens de l'expression "mesures récentes" dans les réponses données par la délégation suisse.

102. Le représentant de l'Australie s'est associé aux autres Membres pour remercier les délégations de la Suisse et du Liechtenstein de leurs réponses détaillées. La délégation australienne les examinerait attentivement et aurait l'occasion de revenir sur certains points dans le cadre d'autres organes.

103. Le représentant de l'Uruguay a remercié la Suisse et le Liechtenstein de leurs réponses. Il a fait observer qu'il était possible d'aller beaucoup plus loin en matière de réforme de l'agriculture, notamment pour améliorer l'accès aux marchés.

104. Le représentant de la Suisse a répondu que de nouvelles mesures de libéralisation de l'agriculture seraient proposées en 2001, que le projet de loi serait rédigé en 2002 et que la loi entrerait en vigueur en 2004; un nouveau cadre de politique agricole serait défini avant la fin de la décennie.

Le respect de ce calendrier dépendait de la mise en œuvre des accords bilatéraux conclus entre la Suisse et l'UE (notamment sur l'agriculture) et de l'évolution de la situation sur le front multilatéral. Tous les accords régionaux conclus par la Suisse comportaient des concessions dans le domaine de l'agriculture. Pour ce qui est des farines de poisson, en raison des récentes crises, certaines mesures avaient été prises et d'autres étaient envisagées; elles auraient un impact sur les produits à base de viande pour l'alimentation des animaux mais pas sur les produits à base de poisson (les farines de viande seraient interdites à partir du 1^{er} janvier 2001 tandis que l'emploi de farines de poisson resterait autorisé pour l'alimentation d'animaux autres que les ruminants). La Suisse n'avait pas adopté de règlement particulier concernant les farines de poisson. Pour conclure, l'intervenant a remercié tous les participants et a reconnu la légitimité des observations concernant l'agriculture. Le débat avait été ouvert et instructif. La Suisse avait l'intention de contribuer à promouvoir le dialogue au sein de l'OMC.

105. Le représentant du Liechtenstein a dit que le premier examen de la politique commerciale de son pays avait été un processus enrichissant et a remercié tous ceux qui y avaient participé.

VII. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

106. Nous avons procédé à des débats détaillés, ouverts et instructifs au sujet des politiques et des pratiques commerciales de la Suisse et du Liechtenstein. Les Membres se sont dits encouragés par les bons résultats obtenus par les économies de la Suisse et du Liechtenstein depuis 1997. Ils les ont en grande partie attribués à des politiques macro-économiques saines et à des réformes structurelles qui ont permis de mieux répartir les ressources et de mieux exploiter l'avantage comparatif des deux pays. Ayant constaté que la croissance, en particulier à ses débuts, avait été tirée par les exportations, les Membres ont souligné le rôle capital que jouait le système multilatéral dans l'ouverture des marchés aux produits suisses et liechtensteinois. Ils ont vivement encouragé les deux pays à poursuivre les réformes, principalement dans les secteurs très protégés (en particulier l'agriculture et les services de distribution de l'électricité et du gaz), de façon à réduire les coûts et les rigidités du marché au profit de leurs économies respectives et du système commercial multilatéral.

107. Les Membres ont remercié la Suisse et le Liechtenstein pour leur participation active au système commercial multilatéral, et plusieurs se sont félicités de ce qu'ils avaient soutenu le lancement d'un nouveau cycle de négociations qui porterait sur un large programme. Ils appréciaient le rôle constant joué par la Suisse en tant que pays hôte de l'OMC. Ayant relevé que la Suisse et le Liechtenstein prenaient de plus en plus part à des accords commerciaux préférentiels, les Membres se sont assurés que ces accords seraient compatibles avec l'OMC. Le fonctionnement de l'union douanière Suisse-Liechtenstein, et notamment le Mécanisme de contrôle et de surveillance du marché (MCSM) créé par le Liechtenstein à la suite de son adhésion à l'EEE, ont également attiré l'attention.

108. Les Membres ont noté que les droits de douane étaient exclusivement constitués de droits spécifiques, consolidés à des niveaux plafonds élevés pour les produits agricoles et les vêtements. Ils ont demandé si une simplification du tarif, y compris un passage à des taux *ad valorem*, était envisageable. Les pratiques d'évaluation en douane, notamment aux fins d'imposition interne, ont également fait l'objet de questions. La plupart des Membres ont demandé des renseignements concernant les normes et les règlements techniques, y compris l'étiquetage, les prescriptions sanitaires et phytosanitaires, ainsi que les liens entre la protection de l'environnement et la compétitivité internationale des produits d'origine locale. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer l'accès au marché pour les pays en développement et les PMA. En ce qui concerne la politique de la concurrence, le fait que des positions dominantes étaient tolérées et qu'il n'était pas prévu de sanctions automatiques contre les restrictions illégales a soulevé quelques inquiétudes.

109. En matière de politiques sectorielles, les Membres ont pris note des initiatives de libéralisation de la Suisse et du Liechtenstein dans le cadre de la "Politique agricole 2002". Toutefois, nombre d'entre eux se sont inquiétés du niveau élevé de la protection tarifaire et des aides publiques (y compris des subventions à l'exportation) concernant l'agriculture, qu'ils ont trouvé démesurées par rapport à la part de ce secteur dans le PIB et l'emploi. Ils ont suggéré que les préoccupations légitimes autres que d'ordre commercial dans le secteur de l'agriculture soient traitées par des mesures qui ne fausseraient pas indûment la production et les échanges.

110. Les Membres ont également demandé des précisions sur un certain nombre de sujets, notamment:

- la poursuite des réformes macro-économiques;
- le manque de données économiques pour le Liechtenstein;
- la réglementation en matière d'investissement étranger direct, y compris les prescriptions relatives à la résidence;

- les contingents tarifaires appliqués aux importations de produits agricoles et leur administration au moyen d'un régime de licences non automatiques, notamment le système de "prise en charge";
- le non-recours à des mesures correctives contingentes d'ordre commercial;
- la protection de la propriété intellectuelle, y compris des indications géographiques;
- les marchés publics, y compris la réglementation relative aux valeurs de seuil et aux achats des cantons et municipalités;
- de nouvelles réformes structurelles dans le secteur des services, notamment des services professionnels; et
- les consultations avec la "société civile".

111. Les Membres ont apprécié les réponses détaillées fournies par les délégations suisse et liechtensteinoise à la majorité des questions soulevées au cours de la réunion.

112. En conclusion, j'ai le sentiment que cet examen conjoint nous a permis de beaucoup mieux comprendre le fonctionnement de l'union douanière entre la Suisse et le Liechtenstein. Nous sommes parvenus, il me semble, à nous faire une meilleure idée des politiques et des pratiques commerciales de ces deux pays ainsi que du cadre dans lequel elles s'inscrivent et sont appliquées. Le grand nombre de questions et d'observations a traduit le grand intérêt des Membres à ce sujet. Les Membres se sont dits encouragés par les résultats économiques actuels des deux pays. La participation active de la Suisse et du Liechtenstein à l'OMC me semble jouer un rôle essentiel dans leurs efforts de libéralisation commerciale. Les Membres ont encouragé les deux pays à maintenir le rythme des réformes, même unilatéralement. Ils les ont invité instamment à faire en sorte que leurs accords bilatéraux et régionaux soient compatibles avec les règles de l'OMC.
